

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonces diverses

CLARIANE

Société européenne au capital de 3.567.544,59 €
Siège social : 21-25 rue Balzac, 75008 Paris
447 800 475 R.C.S. Paris

CLARIANE SOLUTIONS

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 €
Siège social : 21-25 rue Balzac, 75008 Paris
883 838 351 R.C.S. Paris

AVIS DE PROJET D'APPORT PARTIEL D'ACTIF SOUMIS AU REGIME DES SCISSIONS

Par acte sous seing privé en date du 20 mai 2026, la société Clariane (la « **Société Apporteuse** ») et la société Clariane Solutions (la « **Société Bénéficiaire** ») ont établi un projet d'apport partiel d'actif (l'« **Apport** »). De convention expresse et conformément à la faculté qui leur est offerte par l'article L. 236-27 du Code de commerce, les parties ont décidé de soumettre l'Apport au régime juridique des scissions défini aux articles L. 236-18 à L. 236-26 dudit Code.

Toutefois, la Société Apporteuse ayant vocation à détenir en permanence, à compter du dépôt du projet de Traité au Greffe du tribunal des activités économiques et jusqu'à la réalisation de l'Apport, la totalité des actions représentant la totalité du capital de la Société Bénéficiaire, il n'y a lieu, conformément aux dispositions de l'article L. 236-28 du Code de commerce, ni à approbation de l'Apport par l'assemblée générale extraordinaire de chacune des parties (sous réserve de l'autorisation requise au titre des statuts de la Société Bénéficiaire et sauf demande des actionnaires de la Société Apporteuse dans les conditions et limites prévues par le Code de commerce), ni à l'établissement des rapports mentionnés à l'article L. 236-10 du Code de commerce et au quatrième alinéa du I de l'article L. 236-9. En conséquence, aucun commissaire à la scission n'a été désigné.

Aux termes de ce projet, la Société Apporteuse fait apport à la Société Bénéficiaire de sa branche d'activité liée aux activités de « Systèmes d'Information et Transformation Digitale ».

Préalablement à la réalisation de l'Apport, il sera procédé à :

- une augmentation de capital de la Société Bénéficiaire d'un montant de 6.500.000 euros par l'émission de 650.000.000 actions d'une valeur nominale de 0,01 euro portant le capital social de 1.000 euros à 6.501.000 euros ; suivie d'une
- réduction de capital de la Société Bénéficiaire d'un montant de 6.500.000 euros par l'annulation de 650.000.000 actions d'une valeur nominale de 0,01 euro portant le capital social de 6.501.000 euros à 1.000 euros, par l'apurement des pertes par imputation à due concurrence sur le compte « report à nouveau » débiteur.

L'Apport sera réalisé en principe le 30 juin 2026, à minuit et prendra effet, sur le plan comptable et fiscal, le 1^{er} janvier 2026, à zéro heure.

L'actif net apporté, déterminé sur la base des comptes au 31 décembre 2025, s'élève à 81.872.281 euros (retranscription à la valeur nette comptable conformément à la réglementation comptable), soit un actif apporté de 99.753.397 euros et un passif transféré de 17.881.116 euros.

La rémunération de l'Apport a été déterminée à partir des valeurs réelles respectives de la branche d'activité apportée par la Société Apporteuse (soit 83.932.180 euros), d'une part, et de la Société Bénéficiaire (soit 6.500.000 euros), d'autre part.

Il sera en conséquence attribué à la Société Apporteuse 1.291.264 actions nouvelles de la Société Bénéficiaire de 0,01 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées, à émettre par augmentation de capital de 12.912,64 euros. Une prime d'apport d'un montant de 81.859.368,36 euros sera constituée.

Conformément à la faculté offerte par l'article L. 236-30 du Code de commerce, toute solidarité entre les parties sur les éléments de passif afférents à la branche d'activité ainsi qu'au titre de l'exécution des contrats transférés au titre de l'Apport sera exclue. Les créanciers non obligataires de la Société Apporteuse et de la Société Bénéficiaire pourront former opposition dans les conditions de l'article L. 236-30 alinéa 2 du Code de commerce. Les créanciers obligataires de la Société Apporteuse seront, le cas échéant, consultés sur le projet d'Apport conformément aux articles L. 236-23 et L. 228-65, I, 3° du Code de commerce.

Conformément à l'article L. 236-6 du Code de commerce, le projet d'apport partiel d'actif a été déposé au greffe

du Tribunal des activités économiques de Paris, au nom de chacune des sociétés participantes, le 22 mai 2026.